



SOMMAIRE
FINANCIER



Monnaie de pierre provenant de l'île de Yap, dans le Pacifique Sud, exposée dans le jardin intérieur de la Banque du Canada

REVENUS ET DÉPENSES

Revenus de placements

En raison de la baisse du rendement de son portefeuille de titres, les revenus totaux que la Banque tire de ses placements ont diminué de 6 % en 2002 pour s'établir à 2,0 milliards de dollars. Les dépenses ayant totalisé 0,2 milliard, les revenus nets qu'elle a versés au gouvernement canadien en 2002 se sont élevés à 1,8 milliard de dollars, contre 2,0 milliards l'année précédente.

Les revenus nets ne constituent pas un bon indicateur de la qualité de la gestion de la Banque. Celle-ci intervient sur les marchés financiers pour favoriser l'atteinte des objectifs qu'elle s'est fixés en matière de politique monétaire et non pour maximiser ses revenus, lesquels sont largement fonction des taux d'intérêt. Le niveau des dépenses d'exploitation permet donc mieux de juger de l'utilisation qu'elle fait des deniers publics.

Dépenses d'exploitation

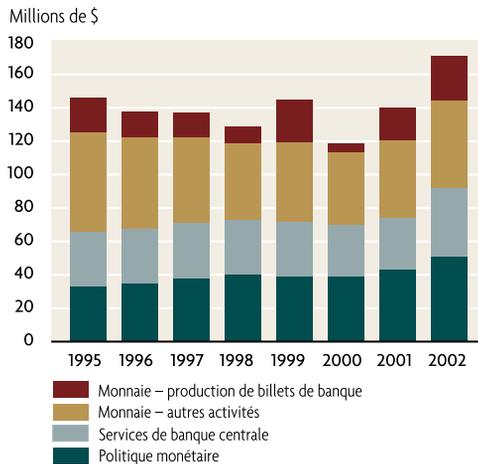
Politique monétaire, Monnaie et Services de banque centrale

La Banque procède à une revue périodique des activités relatives à ses trois fonctions principales — la Politique monétaire, la Monnaie et les Services de banque centrale — en gardant bien présents à l'esprit son rôle d'organisme chargé de la formulation de politiques publiques, les besoins de ses clients ainsi que l'efficacité et l'efficacite de ses opérations. De 1994 à 2000, les dépenses d'exploitation de l'institution dans chacun de ces secteurs d'activité ont diminué chaque année, sauf en 1999, où les préparatifs du passage à l'an 2000 ont occasionné des charges supplémentaires. En 2001 et à nouveau en 2002, les dépenses d'exploitation pour ces fonctions essentielles ont augmenté en raison des nouveaux besoins et priorités décrits dans les sections précédentes du présent rapport.

En 2002, les dépenses d'exploitation liées aux fonctions principales de la Banque se sont accrues de 30,8 millions de dollars, soit 22 %. Comme elle en fait état dans la section consacrée au compte rendu d'intendance, la Banque a commencé à mettre en place plusieurs nouvelles priorités stratégiques : l'élargissement de la portée de ses recherches sur des questions touchant l'ensemble de l'économie; l'augmentation des effectifs de ses bureaux régionaux; l'implantation de la nouvelle stratégie relative aux billets de banque; le renforcement

Dépenses d'exploitation

Politique monétaire, Monnaie et Services de banque centrale



de son apport au développement des marchés financiers; et la mise en œuvre de nouvelles initiatives et technologies afin de maintenir son niveau d'excellence au chapitre des opérations et de la gestion des risques dans le domaine de la gestion financière. Les dépenses de soutien associées à ces initiatives ont augmenté en 2002, tout comme les coûts liés aux avantages sociaux. La montée des dépenses de la Banque a été partiellement compensée par les économies découlant de la restructuration des services généraux, qui se poursuivra en 2003.

Compte tenu des objectifs du plan à moyen terme de la Banque pour la période 2003-2005, une nouvelle hausse des dépenses d'exploitation pour ces fonctions essentielles est prévue en 2003.

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers

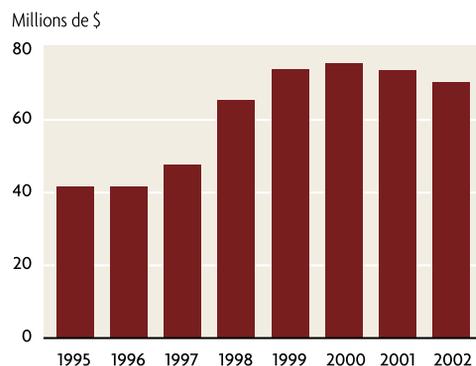
La Banque fournit des services administratifs à Placements Épargne Canada, l'agence du ministère des Finances chargée depuis sa création en 1996 du programme de placement des titres au détail du gouvernement. En septembre 2001, la Banque a imparti à

EDS Canada les opérations liées aux titres au détail et a mis sur pied à l'interne une nouvelle entité, le Bureau de gestion de la dette, dont le mandat consiste à veiller au respect de toutes les obligations contractuelles des fournisseurs externes.

En 2002, malgré une hausse du volume de traitement, les dépenses associées à la fonction Services relatifs aux titres destinés aux particuliers ont baissé de 3,3 millions de dollars (soit de plus de 4 %) par suite des gains d'efficacité résultant de l'impartition. Les dépenses directes qui doivent être engagées dans le cadre du programme de placement des titres au détail, et notamment celles qu'EDS facture à la Banque, sont recouvrées auprès du gouvernement fédéral. Parallèlement à l'externalisation des opérations liées aux titres au détail, la Banque assume maintenant la part des frais d'administration générale qu'elle se faisait auparavant rembourser par le gouvernement fédéral. L'impartition a également entraîné un transfert de dépenses de la catégorie des traitements à celle des services et fournitures.

Dépenses d'exploitation

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers



Restructuration des services généraux

Consécutivement à l'impartition des opérations liées aux titres au détail, la Banque a lancé un projet de restructuration visant la mise en place d'une approche intégrée et adaptée à sa taille réduite pour la prestation efficiente de ses services généraux. Les coûts de restructuration non renouvelables se sont chiffrés à 14,3 millions de dollars en 2002, ce qui porte à 28,2 millions l'ensemble des coûts relatifs à ce projet pour les deux dernières années. Grâce à cette initiative, la Banque a commencé en 2002 à réaliser des économies sur le plan opérationnel. Celles-ci devraient dépasser d'ici 2005 les sommes investies dans le projet.

Salaires et avantages sociaux

En 2002, les dépenses salariales totales de la Banque ont baissé de plus de 16 %, en raison de la réduction des effectifs qu'ont entraînée l'impartition des opérations liées aux titres au détail et la restructuration des services généraux. Cette diminution des dépenses salariales a été en partie neutralisée par l'embauche de ressources supplémentaires venues appuyer les nouvelles priorités stratégiques de la Banque et par le rajustement des échelles de salaire en fonction du marché. Ces différents changements ont eu pour effet de modifier considérablement la composition du personnel de la Banque, qui compte maintenant une plus forte proportion d'analystes et de chercheurs.

La Banque offre à ses employés des régimes de pension à prestations déterminées auxquels ces derniers cotisent à des taux préétablis ainsi qu'un programme d'avantages sociaux flexibles comportant diverses couvertures d'assurance, notamment médicale. Le coût total de ces avantages sociaux s'est accru en 2002, du fait surtout des modifications apportées aux régimes de pension en vue d'en assurer le caractère concurrentiel et de la hausse des coûts liés aux différents régimes d'avantages sociaux.

L'actif des régimes de pension de la Banque excède l'obligation au titre des prestations constituées. Le surplus, évalué conformément aux lignes directrices de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, peut varier considérablement d'une année à l'autre. Comme l'indiquent les états financiers de la Banque, le surplus totalisait environ 27 millions de dollars à la fin de 2002, par rapport à 204 millions l'année précédente. En vue d'évaluer la viabilité financière de ses régimes de pension à long terme, la Banque effectue périodiquement des évaluations actuarielles. Selon la dernière évaluation, l'excédent actuariel se chiffrait à environ 180 millions de dollars à la fin de 2001. Il devait s'établir à quelque 130 millions à la fin de 2002.

Dépenses salariales

Politique monétaire, Monnaie, Services de banque centrale et Services relatifs aux titres destinés aux particuliers



